

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, j'aimerais bien que nos amis socialistes se mettent à l'heure. La vérité, c'est que la British Telecom est l'une des entreprises publiques privatisées qui ait le mieux réussi du monde.

**Des voix:** Bravo!

#### LA POSITION DU MINISTRE

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** Monsieur le Président, je m'étonne que le ministre ait cru que je l'ignorais.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Langdon:** J'ai bien vu quelles traces il suivait. La vérité, monsieur le Président, c'est que cette compagnie est toujours dominée à 49 p. 100 par l'État . . .

**M. Broadbent:** C'est exact. Il détient une participation majoritaire.

**M. Langdon:** . . . et comme le gouvernement britannique reste de loin le principal actionnaire, c'est lui qui a la haute main sur British Telecom.

**M. Broadbent:** Riez maintenant.

**M. Langdon:** En outre, monsieur le Président, les activités et la politique de cette compagnie sont régies par la loi. Le ministre ne voit-il pas que c'est en partie à cause de sa promesse de vendre TeleGlobe, promesse qui . . .

**M. le Président:** A l'ordre. Le député a-t-il une question à poser? Je le prie de faire vite.

**M. Langdon:** Oui, monsieur le Président. Le ministre s'apprête-t-il à remettre une entreprise privée entre les mains de l'une des plus puissantes sociétés d'État du monde?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** C'est le cas.

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je suis certes fort aise de voir que notre ami socialiste est plus à l'heure que je ne l'aurais cru.

**M. Broadbent:** Il l'est très à l'heure.

**M. Stevens:** Mais il retarde encore pas mal. Tout ce que je peux lui dire, c'est que lorsque nous examinerons cette transaction, à la lumière de la loi sur l'examen de l'investissement étranger, nous serons bien mieux renseignés et bien mieux placés pour répondre à ce genre de question.

**Mme Jewett:** Vous voulez dire que vous n'en savez rien maintenant?

\* \* \*

### LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

#### LA PARTICIPATION DES CONJOINTS AU FOYER

**L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre, qui a accepté d'être

#### Questions orales

le principal conférencier à la Conférence canadienne sur les pensions qui aura lieu à Toronto le 5 juin prochain. Les Canadiens peuvent-ils en déduire que son gouvernement est disposé à donner suite aux promesses électorales que lui-même et son parti ont faites l'été dernier au sujet de la participation des conjoints au foyer au Régime de pensions du Canada et des améliorations à apporter aux régimes de pensions privés et publics? S'agira-t-il plutôt d'un autre discours cousu de lieux communs où il proposera une autre série de négociations?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, je ferai remarquer au député que de nombreux points qu'il a soulevés dans sa question ont été examinés par le groupe d'étude sur la révision des pensions au cours de la législature précédente. Le député sait également, à propos des nombreux changements à apporter au Régime de pensions du Canada, que ces questions doivent obtenir l'assentiment des provinces. Je lui signale qu'il y a eu des entretiens entre les ministres des Finances au sujet des cotisations. La prochaine étape sera l'étude des modifications relatives aux prestations. Nous avons donc la situation bien en main.

#### LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury):** Monsieur le Président, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social sait très bien que, après sept mois de négociations, on s'est entendu sur un certain nombre de questions. Dans ces négociations, lui-même et son gouvernement réclament-ils la participation des conjoints au foyer au Régime de pensions du Canada?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, le député sait fort bien que les divers points à débattre dans les négociations seront étudiés avec les ministres et non à la Chambre des communes. Toutefois, je dirai au député que nous avons fait une promesse au sujet des conjoints au foyer lors de la dernière campagne électorale—et nous voulons que cette proposition soit incluse. J'espère que nous obtiendrons l'appui de son parti. Le député nous a accordé son appui personnel, mais nous n'avons pas reçu celui des autres députés de son parti.

\* \* \*

### L'EMPLOI

#### DÉFI 85—LES RÉSULTATS

**M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration qui a annoncé au début de l'année la mise sur pied d'un programme appelé «Défi 85». Je me demande si elle est en mesure de dire à la Chambre combien d'emplois ont été créés dans le cadre de ce programme?